

Unité départementale de l'Oise  
Z.A. de la Vatine  
283, rue de Clermont  
60021 BEAUVAIS

BEAUVAIS, le 28/08/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 20/07/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**EJ Picardie**

Z. I. de Marivaux  
BP 50409  
60149 Saint-Crépin-Ibouwillers

Références : IC-R/0349/23-FQ/SA  
Code AIOT : 0005101524

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/07/2023 dans l'établissement EJ Picardie implanté Z.I de Marivaux BP 50409 60149 Saint-Crépin-Ibouwillers. L'inspection a été annoncée le 03/07/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EJ Picardie
- Z.I de Marivaux BP 50409 60149 Saint-Crépin-Ibouwillers
- Code AIOT : 0005101524
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société EJ est une fonderie située sur la commune de Saint Crépin Ibouvillers. Elle est spécialisée dans la conception, la production et la distribution de solutions d'accès pour réseaux d'eau, d'égoûts, de drainage, de télécommunications et de services dans le monde entier.

Les activités de la société sont encadrées par l'arrêté préfectoral du 30/06/1998 complétée par les arrêtés préfectoraux complémentaires du 30/05/2006 et du 18/10/2022.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Sécheresse - Prélèvement

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Mesures applicables sur les secteurs sécheresse - Prélèvements	Arrêté Préfectoral du 17/07/2023, article 4	/	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site réalise depuis de nombreuses années des actions avec pour objectif la réduction de ses prélèvements en eau. Depuis 2018, une baisse de 21% des prélèvements en eau a été réalisée.

## 2-4) Fiches de constats

## N° 1 : Mesures applicables sur les secteurs sécheresse – Prélèvements

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/07/2023, article 4

Thème (s) : Autre, Sécheresse ICPE – Prélèvement

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Art4:

Les mesures de vigilance ou de restrictions applicables à l'ensemble et à chaque usager sont précisées en annexe 1.

Les ouvrages permettant le prélèvement d’eau en nappe ou en rivière devront au préalable avoir été déclarés ou autorisés en fonction du débit prélevé selon la procédure définie aux articles L.214-1 à L.214-6 du Code de l’environnement.

Annexe 1:

Installations classées pour l'environnement (ICPE) disposant d'un arrêté préfectoral sécheresse qui prescrit les mesures découlant des études technico-économiques	Sensibilisation du personnel de l'établissement aux règles de bon usage et d'économie d'eau selon une procédure écrite affichée sur site	Les exploitants de ces ICPE appliquent les mesures prescrites par cet arrêté. En conséquence, tant que l'arrêté préfectoral sécheresse prescrivant les mesures découlant de l'étude technico-économique n'est pas signé, ce sont les mesures de restrictions de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 rappelées ci-dessous qui s'appliquent					X		X
ICPE soumises à autorisation ou à enregistrement et dont le prélèvement d'eau total annuel est supérieur à 10 000 mètres cubes	Sensibilisation du personnel de l'établissement aux règles de bon usage et d'économie d'eau selon une procédure écrite affichée sur site	L'arrêté ministériel du 30 juin 2023 s'applique, notamment son article 2 qui prévoit une réduction des prélèvements d'eau de 5 %.	L'arrêté ministériel du 30 juin 2023 s'applique, notamment son article 2 qui prévoit une réduction des prélèvements d'eau de 10 %.	L'exploitant transmet chaque semaine, à l'inspection des installations classées, les volumes d'eau prélevés et consommés sur les sept jours qui précèdent et les volumes prévisionnels pour les besoins de son installation pour les sept jours qui suivent.	L'arrêté ministériel du 30 juin 2023 s'applique, notamment son article 2 qui prévoit une réduction des prélèvements d'eau de 25 %.	L'exploitant transmet chaque semaine, à l'inspection des installations classées, les volumes d'eau prélevés et consommés sur les sept jours qui précèdent et les volumes prévisionnels pour les besoins de son installation pour les sept jours qui suivent.		X	X
	Vigilance	Alerte	Alerte renforcée	Crise			P	E	C A
Pour les ICPE prélevant moins de 10 000 m³/an et pour toutes autres activités industrielles et commerciales (hors ICPE)	Il est demandé de recourir à des méthodes de travail permettant d'économiser l'eau. Ces réductions de consommation doivent se faire par : <ul style="list-style-type: none"> <li>* le suivi des consommations par atelier, et le relevé au minimum une fois par semaine ou mieux chaque jour pour les postes importants ;</li> <li>* la recherche des fuites et leur réparation ;</li> <li>* la formation et la mobilisation des personnels concernés et des contrôles suivis ;</li> <li>* l'étude des modifications de procédés de fabrication permettant d'économiser l'eau de façon pérenne.</li> </ul> Une procédure écrite affichée sur site traduit et rend compte de ces engagements en matière de sensibilisation du personnel de l'établissement aux règles de bon usage et d'économie d'eau.						X		X

Constats :

Le site est situé sur la commune de Saint-Crépin-Ibouwillers qui se trouve dans le bassin de l'EPTE, TROESNE, VIOSNE placé en alerte par arrêté préfectoral du 17/07/2023.
Il est alimenté par le réseau public de la ville.

L'exploitant indique avoir connaissance des arrêtés sécheresse en vigueur et des prescriptions qui lui sont applicables. L'exploitant présente les niveaux de prélèvements qui ont été réalisés depuis 2018.
Il s'avère qu'une réduction de 21 % des prélèvements a eu lieu depuis 2018. Par conséquent, le site n'est pas concerné par la restriction de 5 % puisque exempté au titre de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 30/06/2023.

L'exploitant présente son calcul du niveau de référence ( 130 m³ par jour) réalisé à l'aide de la note d'application du 05/07/2023 de l'arrêté ministériel sécheresse du 30/06/2023. Il explique

que, du fait des volumes dits « incompressibles », seuls les prélèvements de la sablerie seraient pris en compte. Cette partie du process nécessite un degré d'hygrométrie stable qui malheureusement nécessite un apport en eau plus important lors de fortes chaleurs.

Les éléments suivants n'ont donc pas été retenus pour le calcul du volume de référence :

- les eaux nécessaires au refroidissement des installations (four et tour aéroréfrigérante)
- les eaux nécessaires au traitement des poussières de la sablerie
- les eaux sanitaires

Lors de la semaine 28 (juillet), un prélèvement hebdomadaire de 907 m<sup>3</sup> a été réalisé pour l'ensemble du site.

L'exploitant expose ses dernières actions en faveur de la réduction des prélèvements:

- Au niveau de la bache de 200 m<sup>3</sup> servant au refroidissement du process: Retour des purges vers la bache pour permettre une réutilisation au lieu d'une mise à l'égout. (2019) Le gain sur les prélèvements est de 780 m<sup>3</sup> par an.

- Mise en place d'urinoirs sans eau. (en cours)

L'exploitant indique que les investissements en faveur de la réduction des prélèvements ont été réalisés depuis plusieurs années et que des restrictions supplémentaires impliqueraient probablement un arrêt de production.

**Observations :**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet